



## Déclaration de Manuela Mendonca (FENPROF Portugal), au nom des invités internationaux

Chers collègues, chers camarades, chers amis du SNES,

Au nom des invités internationaux présents dans votre congrès – le Royaume Uni, l'Allemagne, la Grèce, le Japon, le Congo, la Tunisie, l'Italie, la Hongrie, la Turquie, le Brésil, la Palestine, le Maroc, l'Espagne et le Portugal – je me fais la porte-parole de tous, pour vous rendre compte des débats et des échanges que nous avons eus hier par rapport à la situation dans les différents pays. La discussion a été très riche et très détaillée, mais je vais vous donner seulement les lignes de force qui se sont dégagées.

*Tout d'abord, en ce qui concerne l'...*



- **Investissement en éducation** :

On assiste à une réduction systématique des moyens budgétaires destinés à l'éducation publique. Le seul point positif est pour le cas du Brésil où le parlement vient de voter une loi qui prévoit un investissement de 10% du PIB en Education d'ici dix ans. La demande des syndicats brésiliens est maintenant que ce soit réservé à l'enseignement public. D'ici 10 ans, ils espèrent avoir une nette amélioration de l'Education dans le pays.

*Concernant la...*

- **Privatisation** :

Dans la plupart des pays, des coupes financières sont accompagnés de mesures visant à développer l'enseignement privé ou à **privatiser** l'enseignement public (au Royaume Uni, par exemple, un nombre important des établissements scolaires est géré par des entreprises privées. Ces établissements-là se sont réorganisés et en profitent pour diminuer les salaires des enseignants. La réduction peut atteindre 9000 livres par an).

*Pour ce qui est de...*

### **l'instabilité des politiques éducatives**

À chaque fois que les gouvernements changent, ils imposent des nouvelles réformes sans évaluer sérieusement le cadre législatif en vigueur ni engager les enseignants dans les changements mis en œuvre. En Espagne, par exemple, le gouvernement de droite vient d'imposer une réforme fortement contestée par les syndicats, qui, entre autres choses (comme l'augmentation du nombre d'heures en classe et du nombre d'élèves par classe) impose la Religion, dont la note compte pour la moyenne du bac.

*Je voudrais évoquer maintenant...*

### **Le droit à l'éducation pour tous.**

Un peu partout dans le monde, ce sont les enfants des catégories sociales les plus fragiles ou en situation de handicap, qui sont les premières victimes de ces politiques. Au Congo, l'éducation n'est pas gratuite, 70% de la population est pauvre, et 5 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Au Japon, malgré la paupérisation des enfants, les parents sont obligés de participer au financement de la scolarité. Et en Europe aussi, notamment dans les pays du sud, la pauvreté et l'exclusion sociale ont augmenté de façon dramatique.

L'accès à l'université, en Espagne, en Italie ou au Portugal, devient de plus en plus difficile à cause de suppressions des bourses et des frais d'inscription très élevés. Des millions de jeunes sont ainsi privés du droit à l'enseignement supérieur, alors même que les taux de scolarisation à ce niveau sont encore loin de la moyenne de l'UE.

*Un autre problème commun concerne...*

**le statut et les conditions de travail des enseignants**, qui sont soumis à des attaques sur leur emploi et le sens de leur métier.

D'une part, il y a une tendance à la **déprofessionnalisation**. Deux exemples :

- au Royaume Uni et au Maroc, on n'exige plus de qualification pour devenir enseignant !
- en Hongrie, cela prend une autre forme : une récente réforme a changé profondément le système d'éducation en le centralisant, ce qui a limité la liberté pédagogique des enseignants qui ne peuvent même plus choisir leur manuel !

D'autre part, les **conditions d'exercice de la profession** se dégradent. Les politiques éducatives suivies ces dernières années ont aggravé les facteurs de stress dans la profession :

- classes trop chargées (au Maroc, il y a jusqu'à 40 élèves par classe, au Congo, plus encore), qui renforce l'indiscipline des élèves ;
- des horaires de travail alourdis ; au Japon par exemple, le syndicat a réalisé une enquête qui a montré que chaque enseignant est contraint de réaliser 90 heures supplémentaires par mois !
- renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement, par exemple en Turquie et au Portugal.
- concurrence entre les établissements, les enseignants,

A ceci s'ajoutent parfois des violences des élèves / des parents envers les enseignants, comme en Tunisie, où le ministère ne réagit pas.

Pour toutes ces raisons, le métier d'enseignant est de plus en plus pénible.

Les conditions de retraites des enseignants devraient en tenir compte. Au contraire, l'âge de retraite a augmenté dans quelques pays à 67 ans (Grèce, Italie, Espagne). Au Congo, il n'y a même pas de retraite pour les enseignants !

En outre, pour rendre le système d'éducation moins cher, dans plusieurs de pays on assiste à une réduction significative des **postes de travail** dans l'enseignement publique, 140 000 en Italie entre 2008 et 2011 ! La situation est particulièrement grave dans les pays du sud de l'Europe à cause des mesures d'austérité imposées par la Troïka. Des milliers d'enseignants précaires n'ont aucune perspective de titularisation et même des enseignants titulaires sont en train d'être licenciés en Grèce et au Portugal ! De plus en plus de diplômés quittent ces pays.

Par ailleurs, dans la majorité des pays les **salaires** des enseignants sont bloqués (en France et en Italie), voire réduits comme au Portugal en Grèce ou en Espagne. Dans de nombreux pays les salaires des enseignants sont bas, comme en Turquie en Tunisie ou au Maroc, et au Congo le salaire moyen est de 50€...

*Et maintenant, une question qui est revenue plusieurs fois...*

### **Le dialogue social et les droits syndicaux**

Dans la plupart des pays représentés on constate qu'il n'y a pas un vrai dialogue social. Donc, comme disait une collègue, on est face à un monologue social, où plutôt, comme ajoutait un autre, à un *monologue anti-social* !

En plus de l'absence de négociation, dans plusieurs pays le droit à la grève n'est pas assuré, comme au Japon, en Hongrie, en Palestine, en Allemagne pour les fonctionnaires. Au Brésil, l'interdiction de la grève n'empêche pas nos collègues de la faire, parfois jusqu'à 60 jours, comme est arrivé récemment !

En conclusion, dans l'ensemble, en ce qui concerne les problèmes dont on a parlé hier, on peut dire qu'un peu partout ce sont les mêmes politiques néolibérales qui sont appliquées pour promouvoir les lois du marché au détriment des principes de justice sociale et de solidarité, pour disqualifier les services publics et pour attaquer les droits des travailleurs et les organisations qui les représentent.

Dans ce contexte, de régression civilisationnelle, les syndicats de l'Éducation mènent des luttes importantes :

- des grèves et manifestations ;
- des campagnes en défense de l'éducation inclusive, gratuite et démocratique (en Allemagne et au Portugal, par exemple).
- des initiatives intégrés dans la campagne de l'Internationale de l'Éducation «Unies pour une éducation de qualité», associant des différents acteurs (enseignants, étudiants, parents d'élèves, les syndicats, la société civile), en défense du droit à l'enseignement pour tous et d'un plus grand investissement dans l'éducation publique. La coalition qui mène des actions en Espagne est un bon exemple de participation et d'action commune.

Finalement, dans le groupe, nous avons réaffirmé la nécessité d'une réponse syndicale forte et coordonnée au niveau européen et au niveau mondial. Car dans un contexte où les politiques sont de plus en plus concertées au niveau supranational, le mouvement syndical doit aussi globaliser ses réponses.

Nous vous remercions de nous avoir invités à votre congrès, nous donnant l'opportunité de débattre de nos problèmes et nos défis communs. Ensemble, nous serons plus forts :

- pour lutter pour la valorisation de la profession enseignante ;
- pour le renforcement de l'École publique gratuite et de qualité pour tous ;
- pour la reconnaissance des syndicats comme piliers d'une société démocratique ;
- pour la promotion de l'éducation pour la paix, les droits humains et la démocratie

Nous savons que le SNES sera avec nous dans ce combat. Bon congrès et merci à vous tous !